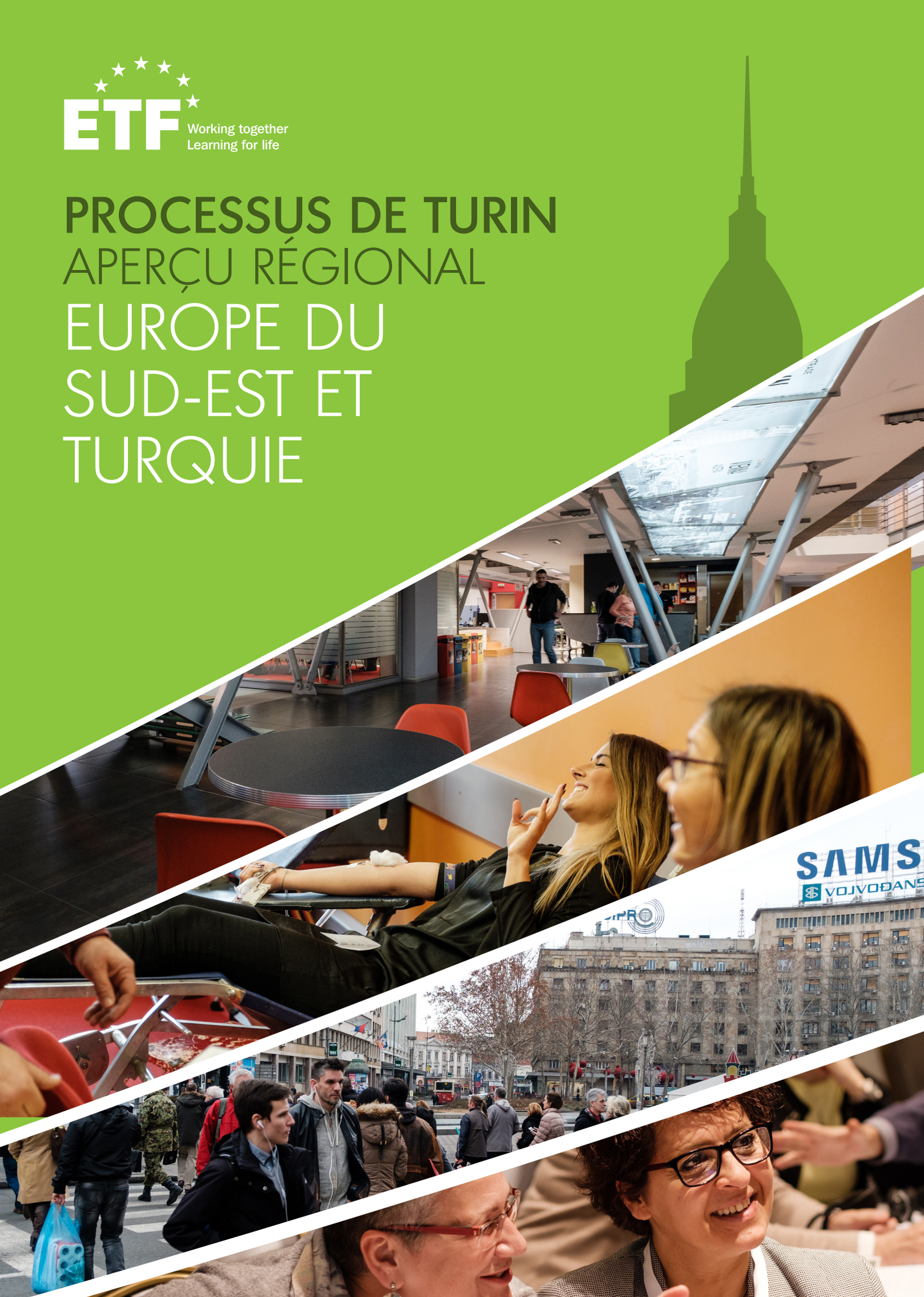
ETF Working together Learning for life

PROCESSUS DE TURIN
APERÇU RÉGIONAL
EUROPE DU SUD-EST ET TURQUIE



EUROPE DU SUD-EST ET TURQUIE

Les pays de l'Europe du Sud-Est (l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo*, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et la Serbie) et la Turquie, ont en commun la perspective d'une adhésion à l'Union européenne. Le processus d'adhésion soutient les efforts de réforme politique et économique qui aident les pays à relever les défis communs posés par la gouvernance économique et la compétitivité, la mise en œuvre d'un État de droit, la réforme de l'administration publique et les principes de transparence et de responsabilité dans le domaine des services publics. Le dialogue politique et l'élaboration de politiques en matière d'enseignement et de formation professionnels (EFP) s'inscrivent dans le cadre de ce processus.

www.torinoprocess.eu

**Cette appellation s'entend sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo – ci-après le «Kosovo».*

Belgrade, Serbia

CONTEXTE REGIONAL ET FAITS

La situation économique de la région s'est améliorée depuis le dernier cycle du processus de Turin, grâce notamment à une croissance plus forte, à des investissements plus importants et à la création d'un plus grand nombre d'emplois. Malgré les incertitudes économiques au plan mondial, la croissance relativement faible dans l'UE et la poursuite de la crise des réfugiés, la région a enregistré, en 2015, une croissance comprise entre 0,8 % et 4 %, mais dans un contexte de faible niveau de productivité et de compétitivité de la main-d'œuvre.

La région demeure confrontée à de faibles taux d'emploi et de participation au marché du travail et à un haut niveau d'emploi informel et d'emploi précaire, qui concernent les femmes et les jeunes de manière disproportionnée. La plupart des pays ont observé une augmentation de leurs taux d'activité et d'emploi dans le groupe d'âge des 20-64 ans, par rapport à 2013, bien que ces taux restent bien inférieurs aux moyennes de l'UE. La croissance économique a stimulé la création d'emplois, ce qui explique l'amélioration du taux de participation au marché du travail dans la région, mais le chômage demeure important.

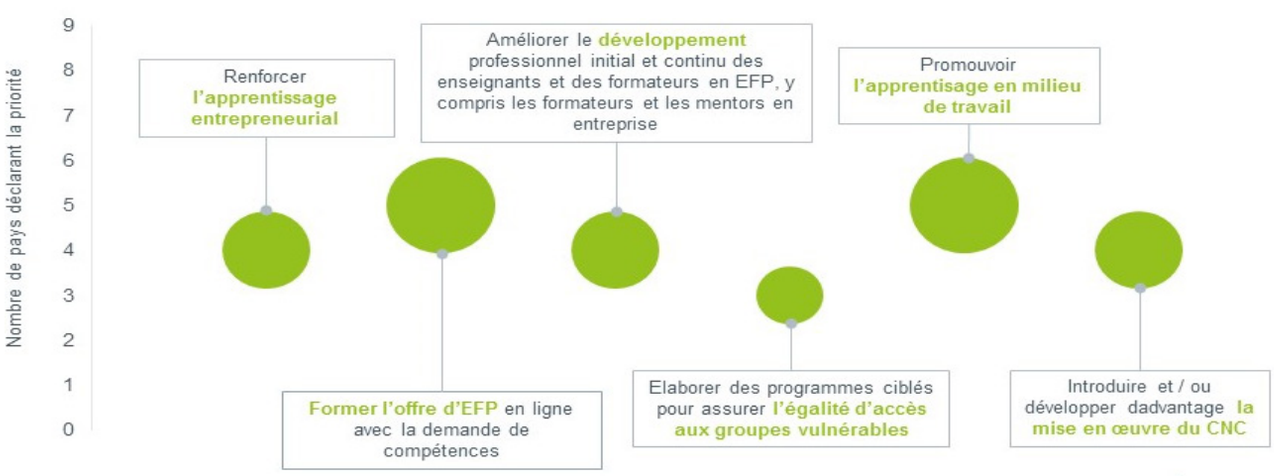
En 2015, le taux de chômage global est resté élevé – compris entre 17,1 % et 32,9 % – dans tous les pays à l'exception de la Turquie. Le taux de chômage des jeunes (groupe des 15 à 24 ans) a été également bien supérieur à la moyenne de l'UE, puisqu'il est compris entre 33,2 % et 62,3 %. Seuls trois pays, la Serbie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et le Monténégro, sont parvenus à réduire à la fois le chômage des jeunes et le chômage global par rapport à 2013. Les autres ont enregistré des hausses de ces indicateurs. Dans certains pays présentant un fort taux de chômage des jeunes (par exemple, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, en Serbie), les ratios de chômage des jeunes en 2015 ont été relativement faibles, suggérant que de nombreux jeunes sont restés en dehors du marché du travail pour des raisons autres que le maintien prolongé dans le système éducatif.

Le niveau d'instruction de la main-d'œuvre de la région s'est amélioré depuis 2013. À l'exception du Monténégro, la proportion de la population active (de plus de 15 ans) ayant au moins terminé le cycle de l'enseignement secondaire supérieur (CITE 3) a augmenté en 2015 dans cinq des sept pays de l'élargissement, approchant ou dépassant dans certains cas la moyenne de l'UE (80,1 %). En Turquie et en Albanie, ces taux ont atteint 41,4 % et 55,9 % respectivement. Le pourcentage de personnes diplômées de l'enseignement supérieur dans le groupe d'âge des 30-34 ans a augmenté par rapport à 2013, mais la région accuse toujours un retard à cet égard par rapport à l'UE.

La manière dont le niveau de scolarité plus élevé se traduit par une amélioration de l'employabilité et de meilleurs résultats sur le marché du travail est un processus complexe, qui dépend de la qualité et de la pertinence des compétences acquises, ainsi que plusieurs autres facteurs économiques et liés au marché du travail. Les taux d'emploi des jeunes diplômés de la région sont en augmentation depuis 2013, mais demeurent relativement faibles, et bien inférieurs à la moyenne de l'UE en 2015 (76,9 %) et à la valeur de référence de la stratégie «Éducation et formation 2020» de l'UE (82 %).

En 2015, le taux de chômage des personnes âgées de plus de 15 ans ayant un niveau d'instruction moyen (CITE 3-4, y compris les niveaux secondaire et post-secondaire de l'EFP) est resté stable ou a baissé par rapport à 2013 dans tous les pays de l'élargissement, sauf en Albanie et en Turquie. Cette évolution positive pourrait s'expliquer par l'amélioration de l'employabilité des diplômés de l'EFP.

PRIORITIES REGIONALES



PROGRES DANS LA REFORME DES SYSTEMES D'EFP

Le processus de Turin 2016 confirme l'importance de l'EFP dans le domaine de l'élaboration des politiques publiques en Europe du Sud-Est et en Turquie. Tous les pays de la région ont adopté des documents stratégiques qui définissent une vision et fixent des objectifs pour le développement à plus ou moins long terme de leur système d'EFP. Ils ont continué de déployer des efforts pour réformer leur système d'EFP, stimulés par la demande nationale, soutenus par des fonds de préadhésion de l'UE et inspirés par la coopération à l'échelle de l'UE en matière d'EFP.

«Les pays ont progressé grâce au lancement d'outils pour la collecte systématique de renseignements sur les compétences, mais l'inadéquation des compétences persiste et exige une réponse politique plus complète et mieux coordonnée.»

L'une des principales priorités a été de renforcer la faculté d'adaptation de l'EFP aux demandes de l'économie dans un contexte morose en termes d'emploi et de chômage élevé, en particulier chez les jeunes. Des mesures ont été prises, qui vont dans le bon sens, mais les résultats sont mitigés. Une nouvelle législation en matière d'EFP a été adoptée en vue d'orienter ce secteur vers la demande (par exemple, en Albanie) et de promouvoir l'apprentissage et d'autres formes de formation par le travail (par exemple, en Turquie, en Albanie et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine). Des programmes d'études améliorés et de nouveaux profils et normes professionnels ont été élaborés et expérimentés (souvent avec la participation d'employeurs) et des efforts ont été consentis en vue d'adapter le taux d'inscription et l'offre en fonction des besoins identifiés. Mais l'inadéquation des compétences persiste.

Si tous les pays de l'élargissement disposent d'outils pour identifier et anticiper les compétences et les utilisent plus ou moins régulièrement, le cycle 2016 du processus de Turin témoigne des efforts accomplis par les pays de l'Europe du Sud-Est en vue d'instaurer des mécanismes de collecte systématique des données sur la transition de l'école au travail et sur l'employabilité des élèves de l'EFP. De tels systèmes sont déjà mis en place en Turquie. Des études de suivi sont en cours d'introduction en Albanie, en préparation au Monténégro et en prévision dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine. D'autres actions sont nécessaires afin d'adapter les taux d'inscription et l'offre d'EFP en fonction des besoins identifiés et d'assurer la mise en adéquation des compétences avec les besoins du marché du travail national.

«Amélioration de l'efficience interne des systèmes d'EFP: des progrès satisfaisants accomplis dans le développement des CNC, des engagements importants pour la promotion de la formation par le travail et de l'apprentissage en particulier, le constat qu'il est temps d'agir dans les domaines de l'assurance qualité et du perfectionnement professionnel continu (PPC) des enseignants et formateurs de l'EFP»

Les cadres nationaux de certifications (CNC) continuent d'être un moteur majeur de la réforme de l'EFP dans la région de l'élargissement grâce à leur capacité de transformer les systèmes éducatifs en les recentrant autour

d'une approche basée sur les acquis. Tous les pays de l'élargissement ont avancé dans la mise en place de leur CNC depuis le dernier cycle du processus de Turin. Ils se sont tous dotés d'une législation en la matière et ont désigné les institutions chefs de file et la plupart d'entre eux ont des plates-formes pour les parties prenantes, atteignant ainsi les étapes intermédiaires ou avancées du développement d'un CNC. La Turquie, le Monténégro et le Kosovo ont d'ores et déjà réglé la majorité des problèmes juridiques, institutionnels et de gouvernance et sont passés à des activités telles que la saisie des certifications dans leur CNC et l'instauration de systèmes de validation de l'apprentissage non formel et informel. L'ancienne République yougoslave de Macédoine a renforcé son cadre institutionnel tandis que l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie ont progressé sur plusieurs plans: développement de CNC complets, rédaction de projets de loi, ou révision de lois, mise en place de groupes de travail et cartographie et révision des qualifications. Le Monténégro, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Kosovo et la Turquie ont mené à bien le référencement de leur CNC vers le cadre européen des certifications (CEC) au cours de la période de référence, ce qui permet désormais de faire des comparaisons internationales concernant leurs certifications. La Serbie prévoit de leur emboîter le pas en 2017.

La qualité demeure un objectif essentiel des réformes de l'EFP dans la région de l'élargissement, mais les récents progrès sont limités. Tous les pays se sont efforcés d'améliorer leurs mécanismes d'assurance qualité dans l'EFP, à la fois au niveau du système et des fournisseurs, conformément aux recommandations sur le cadre européen de référence pour l'assurance de la qualité dans l'enseignement et la formation professionnels (CERAQ), et doivent poursuivre leur travail dans ce domaine tout en impliquant un plus large éventail de parties prenantes, notamment les partenaires sociaux, dans leurs processus d'assurance qualité de l'EFP.

En tant qu'acteurs clés de la qualité de l'enseignement et de la formation, les enseignants et formateurs de l'EFP sont au cœur du processus de réformes nationales. Lors de l'édition 2016 du processus de Turin, les pays de l'élargissement ont rendu compte d'un grand nombre d'initiatives plus ou moins courronnées de succès, mettant l'accent sur le recrutement, la formation initiale, les parcours de carrière et le perfectionnement professionnel des enseignants et des formateurs. Il convient de noter une tendance préoccupante en Europe du Sud-Est, à savoir, la désaffection que connaît la profession et le vieillissement de la population d'enseignants dans le système, notamment dans l'EFP. Cela pourrait déboucher sur une pénurie d'enseignants à plus ou moins long terme. Les efforts consentis récemment ont ciblé les enseignants et formateurs de l'EFP initiaux (plutôt que ceux de l'EFP continus), la formation en cours d'emploi (plutôt que la formation préalable), et les enseignants et formateurs en milieu scolaire, (plutôt qu'en entreprise).

Si la Turquie a obtenu de meilleurs résultats, dans les autres pays de la région le perfectionnement professionnel continu (PPC) est freiné par la nature générale de la plupart des activités de PPC, qui sont plus adaptées aux besoins des enseignants de l'enseignement général qu'à ceux de leurs homologues de l'EFP. En Europe du Sud-Est, peu de prestataires de PPC ont le savoir-faire et les capacités pour concevoir une offre de PPC spécifique, et les enseignants de l'EFP ont donc peu de possibilités de se perfectionner dans leur spécialité professionnelle. En dehors de quelques exceptions, les universités et les entreprises ne sont pas impliquées dans le PPC des enseignants de l'EFP, tandis que la formation des enseignants en entreprise demeure une exception, souvent à l'initiative de donateurs. Il y a des développements positifs au Monténégro et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, avec des plans visant à intégrer des initiatives pilotes sur la formation des enseignants de l'EFP dans les entreprises.

Pour soutenir la croissance économique, la productivité et la compétitivité, l'enseignement et la formation professionnels doivent être plus innovants et créatifs. La formation doit sortir du cadre rigide des infrastructures scolaires, s'ouvrir à l'apprentissage numérique et en ligne, à l'entrepreneuriat et à la formation par le travail.

Selon les rapports sur le cycle 2016 du processus de Turin, les pays de l'élargissement, en particulier les pays candidats, se sont engagés à accroître les opportunités de formation par le travail. Ils se sont principalement concentrés sur l'introduction de programmes d'apprentissage. En Albanie, dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine et en Serbie, seul l'apprentissage informel existe, généralement dans les métiers de l'artisanat, et il est soutenu dans une large mesure par des donateurs. Toutefois, ces pays ont récemment pris d'importantes mesures afin d'introduire l'apprentissage formel dans leur système d'EFP. En Turquie, où les programmes d'apprentissage à l'échelle nationale existent depuis de nombreuses années, le nombre d'apprentis a baissé régulièrement au cours de la dernière décennie, notamment dans l'artisanat et les petites entreprises. Des changements ont été apportés à la législation afin d'accroître l'offre et la demande de postes d'apprentissage. Les cinq pays candidats ont rejoint l'Alliance européenne pour l'apprentissage.

«Augmentation des effectifs de l'EFP: attrait important de l'EFP initiaux et bonnes performances de la plupart des pays en ce qui concerne le

ETF Working together Learning for life

L'Europe du Sud-Est et la Turquie...

Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo*, ancienne République yougoslave de Macédoine, Monténégro, Serbie et Turquie

Même si les **taux d'emploi** ont augmenté, le taux d'emploi le plus élevé dans la région **(en Albanie)** est

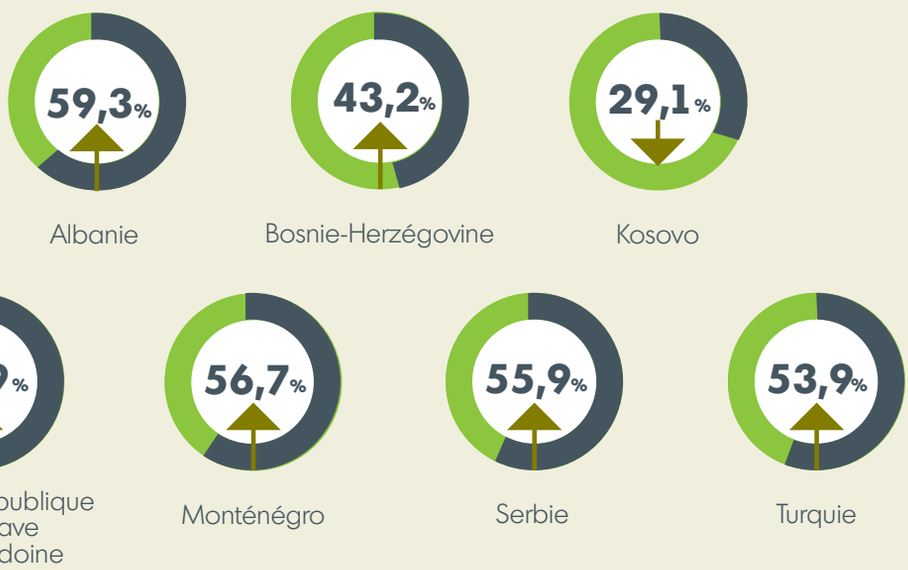
inférieur

à près de

11 **points de pourcentage**

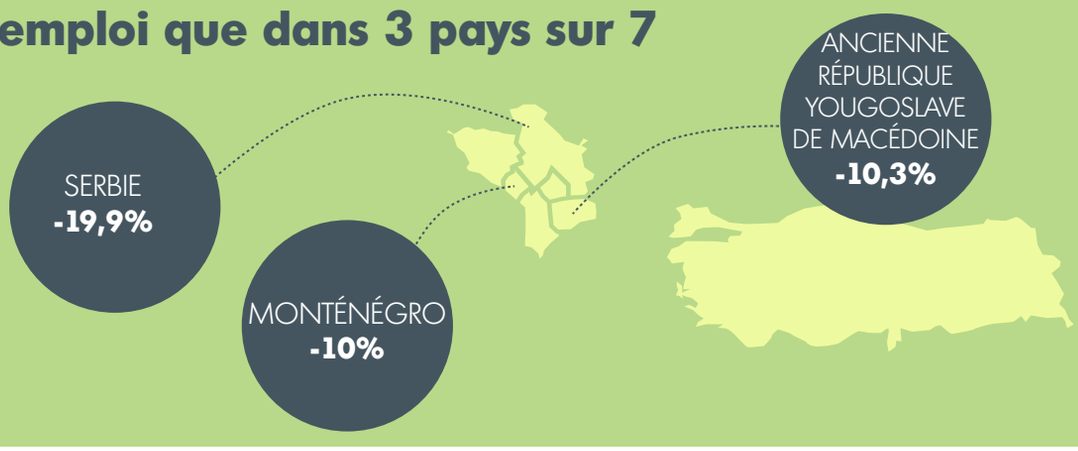
à la moyenne de ceux de **l'UE-28**

Les taux d'emploi dans la plupart des pays se sont améliorés depuis 2013. En 2015, ces chiffres s'élevaient à:

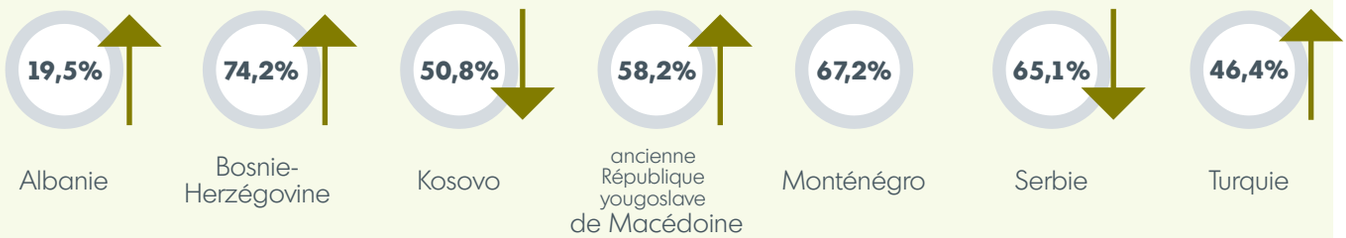


* Cette appellation s'entend sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo – ci-après le «Kosovo».

Toutefois, cette évolution n'a eu un effet positif sur l'emploi que dans 3 pays sur 7

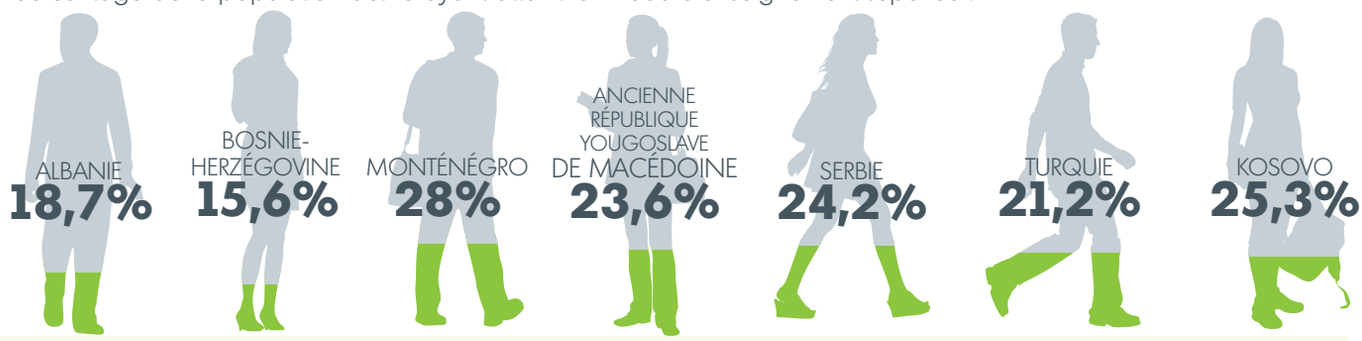


Le nombre d'inscrits dans les filières de **l'EFP de niveau secondaire supérieure a augmenté** dans la pluparts des pays de la région. En 2015, la **proportion d'étudiants** dans les filières de l'EFP était la suivante:

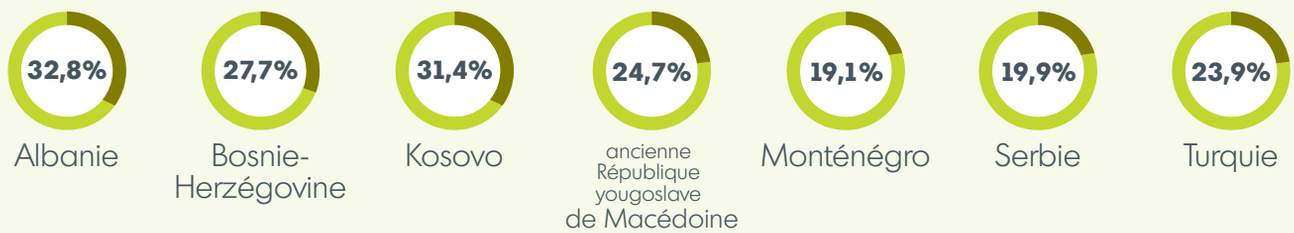


Le nombre d'étudiants dans **l'enseignement supérieur** a également **augumenté.**

Pourcentage de la population active ayant atteint le niveau d'enseignement supérieur:



Toutefois les taux de **NEET** (personnes ne travaillant pas, ne suivant pas d'études ou de formation) étaient bien plus élevés que la moyenne de l'UE-28 (12%)



Des données détaillées ainsi que la mention des sources figurent à l'adresse suivante : www.torinoprocess.eu

décrochage scolaire, mais davantage d'efforts doivent être consentis pour améliorer la participation des adultes à l'EFP continus et la participation des groupes vulnérables à l'EFP initiaux et continus, tout en mettant en place des systèmes pleinement opérationnels de validation de l'apprentissage non formel et informel.»

L'augmentation du nombre d'élèves de l'EFP est un objectif stratégique pour les systèmes éducatifs européens, y compris ceux des pays de l'élargissement. À l'exception de l'Albanie, le taux d'inscription au niveau secondaire supérieur de l'EFP en 2015 était élevé, compris entre 50 % et 75 % de l'ensemble des élèves inscrits au niveau secondaire supérieur. En Albanie, ce taux était proche de 20 %. Les pays avec les plus faibles taux d'inscription dans l'EFP, l'Albanie et la Turquie, enregistrent néanmoins une augmentation régulière des effectifs depuis 2010, l'Albanie affichant le plus fort taux de croissance du secondaire supérieur de l'EFP depuis 2013.

L'augmentation du nombre d'élèves de l'EFP implique non seulement d'attirer de nouveaux élèves mais également d'assurer leur maintien dans le système afin qu'ils obtiennent une certification reconnue. Les pays, pour la plupart, ont réussi à réduire leur taux de décrochage scolaire depuis 2013, à l'exception de la Bosnie-Herzégovine et du Monténégro, où il a légèrement augmenté. En 2015, le Monténégro et la Serbie, avec des taux respectifs de 5,7 % et 7,4 %, étaient déjà bien en dessous de 10%, taux de référence de la stratégie Europe 2020 en ce qui concerne le décrochage scolaire (données 2015), tandis que l'ancienne République yougoslave de Macédoine, avec un taux de 11,4 %, était proche de la valeur moyenne de l'UE (11 %), et la Turquie, la Bosnie-Herzégovine et l'Albanie accusaient un net retard avec des taux compris entre 36,4 % et 21,3 %.

Dans les pays de l'élargissement, l'enseignement et la formation professionnels initiaux sont relativement attractifs, mais la situation de l'EFP continus est problématique, le taux de participation des adultes à l'apprentissage tout au long de la vie étant très faible. En Albanie, en Bosnie-Herzégovine et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la participation des adultes diminue depuis 2013, et elle reste inchangée au Monténégro. Seules la Serbie et la Turquie ont observé une amélioration avec une croissance comprise entre 20 et 22 % sur la période 2013 à 2015. Les pays doivent continuer d'améliorer l'efficience sociale externe de l'EFP en mettant en place des systèmes d'EFP accessibles et équitables, en développant la formation des adultes et la validation de l'apprentissage non formel et informel.

«Vers l'adoption de nouvelles modalités visant à impliquer les partenaires sociaux dans la gouvernance de l'EFP et à promouvoir l'autonomie des fournisseurs d'EFP…»

La région de l'élargissement a continué de consacrer des efforts et des ressources à l'amélioration de la gouvernance de l'EFP afin d'assurer l'engagement des parties prenantes et l'adoption d'approches participatives dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des politiques en matière d'EFP. Tous les pays d'Europe du Sud-Est ont exprimé le besoin de renforcer l'engagement des partenaires sociaux et des entreprises et sont impatients de voir un changement. L'implication des partenaires sociaux dans la phase de consultation ne suffit plus, et les autorités nationales sont désireuses de partager les responsabilités pour la mise en œuvre, le financement et la prise de décisions en matière d'EFP. La Turquie travaille à l'élaboration d'un nouveau modèle de gouvernance de l'EFP assurant une plus grande participation du monde de l'entreprise dans le processus décisionnel de l'EFP.

Les pays s'efforcent de donner plus d'autonomie aux fournisseurs d'EFP. Ils reconnaissent que les fournisseurs d'EFP ont une faible autonomie financière et que les mesures d'incitation financières pour les partenariats public-privé font défaut.

Selon les rapports du processus de Turin 2016, les dépenses publiques ne sont pas suffisantes pour assurer une offre d'EFP de qualité dans les pays de l'élargissement. Dans la plupart des pays, les budgets publics pour les établissements publics d'EFP couvrent seulement les frais de fonctionnement et les salaires des enseignants. Les autres coûts (équipement des ateliers installés dans les écoles, formation et développement professionnel des enseignants) doivent être couverts par des fonds de préadhésion de l'UE et le soutien financier fourni par les bailleurs de fonds des États membres.

En prenant appui sur les progrès réalisés et en s'attaquant aux défis émergents, les systèmes d'EFP de la région pourront mieux servir les citoyens et la société civile dans son ensemble. L'EFP initiaux et continus ont en commun le double objectif suivant: contribuer à l'employabilité et à la croissance économique, et répondre aux besoins et aspirations des apprenants individuels ainsi qu'aux défis sociétaux plus généraux tels que l'inclusion sociale. Ils devraient permettre à la fois aux jeunes et aux adultes d'avoir des opportunités de carrière intéressantes et stimulantes, et s'adresser autant aux femmes qu'aux hommes, ainsi qu'aux personnes ayant un fort potentiel ou à celles qui, pour différentes raisons, sont confrontées au risque d'exclusion du marché du travail.

grand
IDEA
DONCAFE
USCE SHOPPING CENTER

SELECTION DE BONNES PRATIQUES

Bosnie-Herzégovine

Le processus de Turin 2016 a été mis en œuvre sous la forme d'un exercice d'auto-évaluation, en respectant pleinement les principes participatifs guidant l'élaboration des politiques d'EFP, et leur suivi.

Monténégro

Un projet pilote pour la formation en entreprise des enseignants de l'EFP a développé l'offre de PPC, ciblant les spécialités professionnelles des enseignants de l'EFP.

Albanie

L'Albanie a mis en place un groupe de gestion intégrée des politiques, incluant des représentants des ministères et des agences, des partenaires sociaux et des bailleurs de fonds, pour assurer la supervision stratégique et le suivi multipartite de la mise en œuvre de la stratégie nationale 2020 pour l'emploi et les compétences.

Serbie

La Serbie se prépare actuellement à introduire l'apprentissage formel à travers l'élaboration d'un concept national, la mise en place d'une base légale pour les formules d'apprentissage et l'affectation de ressources budgétaires aux premières phases de la mise en œuvre.

Kosovo

Les outils d'auto-évaluation et d'accréditation ont été utilisés avec succès pour gérer la qualité tout au long du cycle complet de formation (de la planification à la livraison en passant par la conception) au Centre de formation professionnelle de Prizren.

Ancienne République yougoslave de Macédoine

Un Observatoire des compétences a été mis en place, et un système de suivi des diplômés de l'EFP a été introduit afin d'identifier systématiquement les besoins de compétences, de suivre l'employabilité des diplômés de l'EFP et de fournir un retour d'informations continu dans le système d'EFP.

Turquie

Afin de rendre les modalités d'apprentissage plus attractives et accessibles, la Turquie a apporté des changements à la législation nationale permettant ainsi à un plus grand nombre d'élèves (y compris ceux de l'EFP de type formel) de trouver des postes d'apprentissage, et à un plus grand nombre d'entreprises (notamment les petites) de trouver des apprentis.

Working together
Learning for life

L'ETF est une agence de l'UE qui aide les pays en transition et en développement à exploiter le potentiel de leur capital humain par la réforme des systèmes d'éducation, de formation et du marché du travail, dans le cadre de la politique de relations extérieures de l'UE.

www.etf.europa.eu
www.twitter.com/etfeuropa
www.youtube.com/user/etfeuropa
www.facebook.com/etfeuropa

www.torinoprocess.eu

#ETFTRP

Photos: (c) ETF/Andrea Guermani

Document traduit de l'anglais vers le français par le Centre de Traduction des organes de l'Union européenne, non-révisé par l'ETF.